

Formation à l'étranger = fuite des cerveaux ?

LA FUITE DES CERVEAUX est un mal endémique pour le continent africain. On estime ainsi que chaque année, 20 000 personnes qualifiées au moins quittent le continent. La commission économique des Nations unies pour l'Afrique (Uneca) organisait, en 2000, à Addis Abeba, une conférence sur le thème « L'Afrique doit faire revenir ses cerveaux ». L'Organisation internationale pour les migrations s'est également intéressée au problème. Mais son programme de réintégration des citoyens africains qualifiés, bien que très coûteux, n'a réussi, de 1983 à 1999, à faire revenir que 2000 africains dans les 11 pays participants. De son côté, le Programme des Nations unies pour le développement a mis en œuvre depuis 1997 le programme Tokten (*Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationale : transfert de connaissance à travers des expatriés nationaux*). Scientifiques et techniciens de haut niveau de 40 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont invités, moyennant financement, à effectuer des missions d'experts dans leurs pays d'origine.

Josué Dioné, aujourd'hui directeur de la division Développement durable de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, basée à Addis-Abeba (Éthiopie), lui-même formé aux États-Unis, a accepté de raconter, pour *Grain de sel*, son parcours édifiant.

Témoignage... Issu d'une famille rurale de la zone cotonnière du Mali, j'eus le privilège d'obtenir, sur mérite scolaire au Bac session 1970, une bourse de l'Agence canadienne de développement international (Acidi) pour des études

supérieures en économie rurale au Canada. Je bouclai ce premier parcours universitaire avec succès, couronné d'un baccalauréat es Sciences (Bachelor of Science) de l'université Laval de Québec en 1974. Puis ce fut la maîtrise es Sciences (Master of Science) en Économie agricole et un Ph.D en Économie agricole à la Michigan State University (États-Unis) en septembre 1978. Compte-tenu de la relative compétitivité du marché du travail au sein du système universitaire américain, je décrochai sans grande difficulté des emplois d'assistant de recherche qui me procurèrent non seulement les ressources financières requises tout au long de mon programme de Ph.D., mais aussi une expérience en matière de recherche sur les politiques de développement agricole et rural en Afrique.

Je me suis, pour ainsi dire, retrouvé coupé des liens avec l'administration de l'éducation au Mali depuis la fin de mon premier cycle universitaire en Amérique du Nord. Les vicissitudes du marché international du travail aidant, je n'eus jamais l'occasion d'être employé par le gouvernement ou la fonction publique du Mali. Aussi est-ce à travers les réseaux professionnels internationaux de la Michigan State University que s'ancre ma carrière de chercheur/analyste et conseiller en matière de politiques de développement économique et agricole et de sécurité alimentaire essentiellement menée sur le terrain en Afrique. En effet, sur près de 17 ans d'emploi avec des structures américaines, j'ai travaillé pendant moins de 3 ans aux États-Unis.

Depuis mon « retour » en Afrique en avril 1981, j'ai ainsi travaillé, entre

autres, au Niger pour l'USAID, au Mali à l'Institut d'économie rurale (IER) et l'Institut du Sahel (CILSS), en Côte d'Ivoire pour la Banque africaine de développement, et, depuis juillet 2001, en Éthiopie comme directeur de la division Développement durable de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, basée à Addis-Abeba.

Tout au long de ce parcours, j'ai bénéficié d'une large liberté d'initiative et d'action, ainsi que de ressources rarement accessibles aux structures d'emplois du secteur public des pays africains. N'ayant jamais ressenti la nécessité d'adopter une autre nationalité pour évoluer pleinement dans cette carrière, je n'ai jamais tenté ou envisagé de m'expatrier ou de m'installer ailleurs que là où m'amenaient les opportunités d'emploi propices à la mise en valeur de mes compétences et expérience professionnelle en Afrique. Avec la mondialisation progressive dans plusieurs sphères d'activités (surtout celles requérant des connaissances d'un niveau élevé), les possibilités et opportunités d'un tel parcours professionnel s'ouvrent davantage aux jeunes chercheurs africains. ■



Plus d'informations sur internet :

Une contribution agréementée d'une bibliographie très complète sur la fuite des cerveaux africains « Diaspora, mondialisation et développement de l'Afrique » par Yao Assogba, département de travail social, université du Québec en Outaouais.

www.erudit.org/revue/nps/2002/v15/n1/008263ar.pdf